Kaschke, Sören, *Die karolingischen Reichsteilungen bis 831. Herrschaftspraxis und Normvorstellungen in zeitgenössischer Sicht*

Philippe Depreux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6608>

DOI : 10.4000/ifha.6608

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Philippe Depreux, « Kaschke, Sören, *Die karolingischen Reichsteilungen bis 831. Herrschaftspraxis und Normvorstellungen in zeitgenössischer Sicht* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6608> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6608>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Kaschke, Sören, *Die karolingischen Reichsteilungen bis 831. Herrschaftspraxis und Normvorstellungen in zeitgenössischer Sicht*

Philippe Depreux

- ¹ La thèse de doctorat de S.K., préparée à l'université de Brême sous la direction de Dieter Hägermann, offre plus que le titre annonce. Sous couvert d'une analyse du principe et de la pratique du partage territorial jusque sous le règne de Louis le Pieux, c'est en fait une introduction (certes partielle, car ne portant que sur quelques sources emblématiques) à la critique des sources annalistiques du VIIe au début du IXe siècle que propose l'auteur. En rouvrant un dossier rebattu de l'historiographie du haut Moyen Âge, notamment de langue allemande, S.K. relève un défi : celui d'apporter du nouveau sur le vieux thème des partages et de l'idéal unitaire. Il parvient à proposer une analyse nuancée et novatrice en renversant la perspective : S.K. s'inscrit en faux contre l'idée que le partage aurait compromis la cohésion du monde franc et défend l'hypothèse – très séduisante – selon laquelle « ce n'est pas le partage du royaume qui provoquait instabilité et conflit mais qu'en revanche toute tentative de faire obstacle à un partage équitable conduisait inéluctablement à des tensions au sein de la dynastie carolingienne » (p. 71). De la sorte, l'existence d'un « parti (clérical) de l'unité », bien mise à mal par Steffen Patzold dans un article conçu en même temps que la thèse de S.K. et désormais classique (« Eine loyale Palastrebellion der Reichseinheitspartei ? Zur Divisio imperii von 817 und zu den Ursachen des Aufstands gegen Ludwig den Frommen im Jahre 830 », *Frühmittelalterliche Studien*, 40, 2006, p. 43-77), se trouve également remise en question, par un autre angle d'attaque. Bien que l'auteur remonte (de manière logique et utile) aux temps mérovingiens pour présenter les partages territoriaux, du VIe à la fin du IXe siècle, il porte plus particulièrement son attention sur la famille des Pippinides et premiers Carolingiens et sur la manière dont ces

derniers gèrent leur ascension politique et leur accession au pouvoir royal et impérial. La première partie du livre offre en une bonne soixantaine de pages une présentation synthétique des divers partages et des sources (historiographiques et normatives) qui permettent de les appréhender. L'un des fils conducteurs est celui de la pratique successorale, du droit de revendication de l'héritage en fonction du rang et du statut dans la famille et de l'émergence controversée du droit d'aînesse. En ce sens, ce livre est aussi une contribution à l'histoire du droit et des institutions. Le cœur de l'ouvrage consiste en une analyse fouillée des sources contemporaines des événements qu'elles relatent : continuations de la Chronique de Frédégaire, petites annales (Annales Laureshamenses, Annales sancti Amandi, Annales Petaviani), Annales Mettenses priores, Chronicon Laurissense breve, Annales royales et leur révision. Cette centaine de pages organisées de manière strictement chronologique (ce qui conduit à l'évocation en plusieurs endroits d'une même source en fonction des divers auteurs identifiés avec plus ou moins de vraisemblance) est suivie d'une analyse des capitulaires de 806 (*Divisio regnorum*), 817 (*Ordinatio imperii*) et 831 (*Regni divisio*). La dernière partie propose en quelques pages un essai de conclusion sur le développement de l'idée de partage dans les années 750-830, mais qui distingue toujours les sources historiographique des capitulaires, ces derniers étant érigés en « ego-documents souverains » (*herrscherliche Selbstzeugnisse*) – certes, ces documents revêtent (par exception, partagée par très peu d'autres capitulaires) une forme proche de celle des sources diplomatiques, mais cette expression est discutable en ce sens que les travaux récents sur l'historiographie montrent que ces sources-là sont aussi (et surtout) des instruments de pouvoir. La démarche choisie par l'auteur, pointilleuse mais morcelée, offre donc au lecteur une histoire fragmentée (et fragmentaire en ceci que la focalisation sur certaines sources conduit à des appréciations parfois contestables – comme celle selon laquelle le partage de 806 n'aurait pas été traduit dans les faits (p. 19, 197), alors que Karl Schmid, dans un article que S.K. ignore apparemment, a prouvé le contraire à propos des territoires dévolus à Pépin d'Italie (« Zur historischen Bestimmung des ältesten Eintrags im St. Galler Verbrüderungsbuch », *Alemannisches Jahrbuch*, 1973/1975 = *Alemannica. Landeskundliche Beiträge. Festschrift für Bruno Boesch*, p. 500-532). On aurait souhaité une présentation plus synthétique, mettant mieux en évidence – pour autant que ce soit possible (car ainsi que le souligne S.K., il n'existe pas une position franque unique sur le partage, alors même que ce dernier est considéré comme une pratique naturelle) – la réflexion des diverses générations (et non celle des divers auteurs), mais ceci ne minore en rien l'intérêt de l'étude de S.K., qui fourmille d'observations très pertinentes (pour n'en citer qu'une, mentionnons la manière dont les Carolingiens, au IX^e siècle, se départissent de la pratique consistant à donner systématiquement à l'aîné ce qui constitue le cœur du domaine familial) : c'est justement l'intérêt de cette thèse que de montrer comment un principe général pouvait être décliné de manières diverses, en fonction notamment du statut des héritiers. Ce livre met également bien en évidence en quoi la nature des sources conditionne notre information (par exemple en ce qui concerne le degré de précision dans la description des lots) et montre que, dans l'esprit des contemporains, le partage territorial était synonyme de répartition (des pouvoirs et des richesses) et non pas forcément (comme on l'a postulé a posteriori) d'éclatement du corps politique. En tant qu'analyse fouillée de la documentation du haut Moyen Âge (surtout annalistique), la thèse de S.K. offre indubitablement une contribution précieuse à l'écriture de l'histoire politique aux temps carolingiens et à l'histoire des idées politiques de cette époque.

- 2 Philippe Depreux (université de Limoges / Institut universitaire
- 3 de France)